

## Monsieur le Président de la République, redonnez aux communes le pouvoir d'investir dans l'avenir !

Avec le passage en force du projet de loi de finances pour 2023 à l'aide du 49.3 et le durcissement des contrats de Cahors, encadrant l'augmentation des dépenses de fonctionnement des collectivités à un seuil bien en deçà de l'inflation, l'Etat fait des économies sur le dos des communes !

L'inflation, la hausse des prix des matières premières et du coût des énergies pèsent sur notre budget. Ajouté à cela la baisse des dotations de l'Etat à la ville de plus de 300 000 euros en 2021, nous sommes entre le marteau et l'enclume : perte de recettes et augmentation des dépenses non compressibles.

Dans ce contexte, comment continuer à investir ? comment permettre la rénovation de nos équipements publics ? comment préserver un service de proximité de qualité ? Les collectivités, qui représentent 70% de l'investissement public, génèrent du travail aux entreprises et participent au déve-

loppement de l'économie locale. **Alors, pour parvenir à un budget à l'équilibre nous devons faire des choix.**

**Maintenir notre politique en faveur des plus démunis** (notamment un soutien sur le coût des énergies), **préserver notre tranquillité de vie et investir dans la jeunesse.**

Cependant, nous devons également réduire certains travaux, diminuer la végétalisation, organiser différemment les festivités et événements, analyser les demandes de subventions de nos associations au regard des axes de priorités pour la commune et entamer une réflexion sur notre patrimoine immobilier pour amoindrir les charges. **Faire mieux avec moins, il nous faudra relever ce défi.**

### Les élu.e.s de la majorité municipale

## Où sont les économies ?

En cette fin 2022, le contexte international est particulièrement anxiogène avec la guerre en Ukraine. Un drame humain incommensurable, qui a également des conséquences économiques et sociales partout dans le monde.

La France n'y échappe pas. L'inflation, inédite depuis des années, et la crise des énergies ont mis à genoux une économie qui se relevait à peine de deux ans de Covid.

Au milieu de cette tempête, la ville de Quetigny vogue tel un bateau ivre, ballottée dans les flots déchaînés. On a clairement l'impression qu'il n'y a plus de capitaine à la barre.

Alors que le pouvoir d'achat des ménages est mis à mal, on était en droit d'attendre de notre maire et de sa majorité des solutions pour permettre aux Quetignois de sortir la tête de l'eau.

### On attend toujours.

Comme seule réponse à cette crise dantesque, la gauche a brandi la hausse des impôts. Nous subissons même **une triple peine** :

hausse des taux municipaux mais également hausse des taux intercommunaux et baisse de la dotation de solidarité communautaire, validées par le maire au sein du conseil métropolitain.

Elle aurait pu choisir de faire des économies et tailler dans des dépenses de fonctionnement qui ne font que croître depuis des années.

### Où sont les économies ? Nulle part !

« Gouverner, c'est prévoir. Ne rien prévoir, ce n'est pas gouverner, c'est courir à sa perte » dit l'adage.

Pour ne rien avoir prévu et subir les événements plutôt que les anticiper, la majorité court à sa perte. Elle n'a d'autres choix que d'augmenter, encore et toujours, les impôts.

Et notre intuition nous dit que ce n'est sûrement pas fini.

Sébastien Kencker. Groupe ETIQ

## Si on ne le fait pas maintenant, QUAND ?

Face à l'augmentation du coût de la vie les mesures gouvernementales sont loin de répondre aux nécessités des catégories les moins aisées. Les « chèques énergie, fioul, inflation... » sont loin de compenser les hausses de prix de l'année et celles annoncées pour 2023, par exemple 15 % pour le gaz et l'électricité dès janvier. La crise sanitaire dont nous nous relevons à peine et la vie chère sont un accélérateur de la pauvreté. La ville de Quetigny n'y échappe pas : environ 1300 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est bien sûr avant tout à l'Etat qu'il incombe de protéger les plus faibles, mais son souci est davantage de garantir les superprofits (17 Mds d'euros pour Total Energie depuis le début de l'année) que d'accroître les minima sociaux. Les 100 à 200 euros des primes « énergie, inflation, fioul, ... » ne suffiront pas à couvrir les besoins élémentaires de nos concitoyens les plus fragiles.

Notre collectivité doit contribuer à les aider. Plusieurs villes ont déjà mis en place, par le biais des CCAS, des aides répondant aux urgences de la hausse des prix comme le complément au « chèque énergie ».

Les programmes de la majorité municipale et de « Réinventons Quetigny » proposent d'étudier la possibilité d'un revenu complémentaire municipal pour les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Pour faire face au coût de la vie qui précarise encore davantage, il est grand temps de commencer à y travailler. Dans l'immédiat, nous proposons que le budget 2023 contienne une mesure d'aide contre la vie chère complémentaire aux aides de l'Etat.

Le groupe de « Réinventons Quetigny »